

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Covid-19 : le protocole thérapeutique présenté au gouvernement

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE Premier ministre Julien Nkoghe Bekale a présidé, samedi dernier, à l'immeuble du 2-Décembre, une séance de travail à laquelle ont pris part le ministre d'Etat à la Défense nationale, Rose Christiane Ossouka Raponda, le ministre de la Recherche scientifique, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, son collègue de la Santé, Max Limoukou, les membres du Comité de pilotage du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus au Gabon et ceux du comité scientifique.

Cette rencontre a permis au chef du gouvernement d'avoir une idée précise sur le protocole thérapeutique mis place, afin de prendre en charge les personnes déclarées positives au Covid-19.

Selon le ministre de la Santé, ladite prise en charge tient compte de

Il ressort que le gouvernement gabonais a pris toutes les dispositions pour la prise en charge des personnes atteintes du Covid-19 à travers le pays, et arrêté les modalités pratiques de diagnostic.



Le protocole thérapeutique du Covid-19 présenté au Premier ministre.

l'évolution des cas. Concrètement, les patients atteints du Covid-19 auront un protocole thérapeutique spécifique pour les cas sévères, un autre pour ceux modérés et le dernier pour les cas simples. Au-delà de ces différentes approches thérapeutiques, la séance de travail à la Primature a permis de jeter un regard sur l'organisation sanitaire, aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays. Des échanges entre les parties, il ressort que le gouvernement gabonais a pris toutes les dispositions pour la prise en charge des personnes atteintes du Covid-19 à travers le pays, et arrêté les modalités pratiques de diagnostic.

S'agissant du confinement général et de l'utilisation de la chloroquine, objet de débats ces derniers jours, Max Limoukou est resté clair : le gouvernement reste suspendu à la décision du Comité scientifique. Dans tous les cas, le moment venu, a ajouté le ministre de la Recherche scientifique, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, "il appartient au Premier ministre de rendre compte au chef de l'Etat qui le fera savoir aux populations." Avant d'indiquer que la recherche scientifique est au cœur de l'exploration des solutions, mais également des mesures à prendre en vue de la sortie de la crise sanitaire.

Incivisme, quand tu nous tiens !

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

INCIVISME. C'est très souvent le terme qui vient à l'esprit de nombreux responsables quand on évoque le couvre-feu consécutif à la survenue de la pandémie de coronavirus. Depuis son instauration le samedi 21 mars passé, cette disposition venait renforcer les mesures déjà prises et répondait ainsi à la déclaration d'un 5e cas de personne testée positive chez nous. Si le gouvernement avait espéré qu'il serait rigoureusement suivi, il a tout faux. Car, il y a toujours des résistances.

Depuis l'entrée en vigueur de cette mesure, entre témoignages et un petit voyage sur Facebook, on se rend rapidement compte que les principales zones où règne le désordre sont, notamment, la zone nord, avec Akanda, et Owendo. Entre files de voitures signalées le plus souvent de 20 heures



Qu'ils soient à pied ou en voiture, de nombreux Librevillois, violent le couvre-feu, bravant ainsi l'autorité de l'Etat.

à 22 heures, et les Librevillois qui rentrent chez eux à pied, le couvre-feu a du mal à être appliqué. Surtout quand le zèle des forces de l'ordre vient compliquer l'équation. Les barrières posées par ces dernières, pour contraindre les gens à respecter le couvre-feu, empêchent certains citoyens de regagner leur domicile à temps.

on se rend rapidement compte que les principales zones où règne le désordre sont, notamment, la zone nord, avec Akanda, et Owendo. Entre files de voitures signalées le plus souvent de 20 heures à 22 heures.

Pour plusieurs personnes, le travail demeure la principale raison pour braver le couvre-feu. Pour d'autres, c'est surtout l'envie de ne rien changer à leur train-train quotidien, de braver l'autorité de l'Etat, qui guide la démarche (aller prendre un pot, continuer à voir ses amis, etc.). Si on peut comprendre les justifications des premiers, celles des seconds posent problème. Elles dénotent, en effet, une volonté de minimiser la réalité et le danger qu'ils font courir à leur entourage et à eux-mêmes en premier lieu.

Près de 4 milliards de personnes incités ou astreints à se confiner à travers le monde

CE sont plus de 3,38 milliards de personnes dans près de 80 pays ou territoires, qui sont appelées ou contraintes par leurs autorités à rester confinées chez elles pour lutter contre la propagation du Covid-19, selon un comptage réalisé hier à partir d'une base de données de l'Agence France presse.

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

Hier, dimanche 29 mars 2020, ce sont au moins 3,381 milliards de personnes, dans au moins 78 pays et territoires, qui sont appelées à rester chez elles. La plupart - au moins 2,45 milliards d'habitants dans 42 pays et territoires - font l'objet d'un ordre de confinement obligatoire. Ce qui représente environ 43% de la population mondiale, évaluée par l'ONU à 7,79 milliards de personnes en 2020.

Aucune région du monde n'est épargnée par ces mesures contraignantes : l'Europe (Royaume-Uni, France, Italie, Espagne...), l'Asie (Inde, Népal, Sri Lanka...), le Moyen-Orient (Irak, Jordanie, Liban,

Israël...), l'Afrique (Afrique du Sud, Maroc, Madagascar, Rwanda...), l'Amérique (Colombie, Argentine, Pérou, une large partie des Etats-Unis...) ou encore l'Océanie (Nouvelle Zélande).

Le Congo-Brazzaville et deux régions ghanéennes s'ajouteront à la liste de cette semaine.

La province chinoise du Hubei et sa capitale Wuhan, berceaux de la pandémie, ont été les premières à se confiner fin janvier. Au moment où ces territoires se rouvrent progressivement au monde après deux mois d'isolement, leurs mesures de confinement ont fait tache d'huile dans le monde, au cours des dernières semaines. Plus de 500 millions de personnes étaient concernées le 18 mars, plus d'un milliard

le 23 mars, plus de deux milliards le 24 mars et plus de trois milliards le 25 mars. Dans la plupart de cas, les populations ont tout de même la possibilité de sortir de chez elles pour travailler pour des catégories ciblées, acheter des produits de première nécessité ou se soigner.

D'autres territoires (au moins neuf concentrant 511 millions d'habitants) appellent leur population à rester chez elle, sans toutefois prendre de mesures coercitives. C'est, notamment, le cas de la Russie, des principaux Etats brésiliens, de l'Iran, de l'Allemagne et de l'Ouganda. Au moins 21 autres nations ou territoires (environ 384 millions d'habitants) ont mis en place des couvre-feux, interdisant les déplacements en soirée et pendant la

nuit. Cette modalité est très répandue en Afrique (Egypte, Kenya, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Sierra Leone, Mauritanie, Gabon) et en Amérique latine (Chili, Equateur, République dominicaine, Panama, Porto Rico).

Ailleurs dans le monde, l'Arabie saoudite, la Serbie ou la ville de Manille (Philippines) en ont également instaurés.

Enfin, au moins sept pays ont mis leurs principales villes en quarantaine, avec interdiction d'y entrer et d'en sortir. C'est le cas de Kinshasa (RDC), Ryad, Médine et La Mecque (Arabie saoudite), d'Helsinki (Finlande) ou encore de Bakou (Azerbaïdjan). Les agglomérations concernées comptent au total plus de 30 millions d'habitants.